

que m'étant adressé à tout le monde, j'aurais l'air de ne m'être pas aperçu de la présence des dames qui nous environnent, mais il est vrai que sous ce rapport je n'ai pas de conseil à leur adresser : nos dames Canadiennes sont toujours dans la voie du devoir et du travail—elles comprennent trop bien les obligations de l'occupation pour que nous ayions aucun avis à leur adresser, mais seulement des paroles d'admiration et de remerciement pour la noble part qu'elles ont ainsi toujours prise aux destinées de ce pays,—elles ont droit à tous nos hommages et elles sont occupées, laborieuses comme elles sont vertueuses."

Ces paroles furent plusieurs fois couvertes d'applaudissements.

Mr. Chauveau fit un parallèle très-frappant et plein d'intérêt entre la position d'Ozanam, et celle de la jeunesse canadienne actuelle. Le premier mit toute sa vie, sa science et ses travaux au service de la Religion, qu'il défendit contre les assertions mensongères auxquelles elle était alors en butte de la part d'hommes influents et instruits ; c'était là le but principal de toutes ses études et de toutes ses actions. Pareillement, la jeunesse Canadienne doit vouer ses travaux à la défense des principes religieux qu'on attaque aujourd'hui de toutes parts, elle doit s'opposer de toutes ses forces aux empiètements de l'irréligion qui se glisse parmi les populations sous différents noms qui en voilent la malice, et qui n'en sont ainsi que plus dangereux ; mais dans cette tâche, elle aura pour l'approuver, l'encourager et la soutenir, l'approbation et l'appui de tous les principaux citoyens, de tous les hommes bien pensants et sincèrement amis de notre pays, tandis qu'Ozanam avait à lutter contre une société qui était presque entièrement antipathique aux principes dont il se faisait le champion.

M. Loranger parla des devoirs que nous imposent notre nationalité et les circonstances où nous sommes placés. C'est dans la Religion dit-il, que nous devons puiser la force nécessaire pour la maintenance de notre nationalité, pour la conservation de notre langue et de nos institutions, c'est par elle que nous serons toujours les dignes descendants de la France de St. Louis.

Mais en même temps, nous avons besoin de l'instruction sans laquelle nous resterions dans une position d'infériorité vis-à-vis des autres nationalités à côté desquelles nous devons vivre.

Mr. Cherrier passa en revue les principaux avantages que le Cabinet de Lecture offre aux jeunes gens ; il appuya surtout sur l'établissement d'une bonne bibliothèque, qui, contrairement à la plupart des bibliothèques publiques, contiendrait le bien sans mélange de mal. Il exhorta vivement la jeunesse à profiter avec ardeur de tous ces avantages, pour son plus

grand bien à elle même, et pour celui du pays.

Nous aurions beaucoup aimé à publier tous ces discours tels qu'ils ont été prononcés, mais il nous a été impossible de le faire.

Nous devons dire que plusieurs orateurs ont parlé d'une manière favorable et pleine d'encouragement du Cercle Littéraire et de l'Union Catholique, deux sociétés importantes, qui rendent de très-grands services à la jeunesse, et qui sont toujours de mieux en mieux appréciées.

Cette première séance a été suivie d'une autre, donnée par le Cercle Littéraire, le 11 du courant. Le sujet discuté était plein d'importance et d'actualité : Le luxe est-il avantageux aux nations ?

Dans ce sujet sont comprises toutes les plus grandes questions d'économie politique, sur la production, la division et la consommation de la richesse. Aussi l'auditoire était très-nombrueux.

M. Senécal ouvrit la séance par un tableau des progrès du Cercle Littéraire dans le cours de l'année qui vient de s'écouler, puis, après qu'il eut exposé toute l'importance du sujet qui allait être discuté, M. Aulair démontra toutes les difficultés de la question, sur laquelle nous ne pouvons avoir que des données insuffisantes pour nous prononcer d'une manière définitive ; il soutint cependant que le luxe était aujourd'hui un des plus grands appuis de l'industrie dont il est en partie l'auteur ainsi que du commerce, et que s'il fallait le détruire, les sociétés actuelles perdraient avec lui une de leurs principales sources de richesse et de bien-être.

Remontant aux principes sociaux sur lesquels on doit s'appuyer pour encourager le luxe, M. Provancher démontra que ces principes étaient absolument opposés à l'ordre social, comme on peut en avoir la preuve en examinant les théories nouvelles qui ont bouleversé toutes les sociétés d'Europe en les mettant sur la pente du socialisme, qui toutes ont leur source dans les principes sur lesquels on est obligé de s'appuyer pour soutenir les avantages du luxe.

Cette cause eut un rude champion dans M. Archambeault qui, par une suite de citations et de statistiques judicieuses, arriva à la conclusion que le luxe ne pouvait être condamné, suivant les meilleurs principes d'économie politique, qu'il devait exister dans les sociétés et que c'est par mauvaise foi ou ignorance qu'on lui attribue une foule de maux dont il n'est aucunement responsable.

M. Belle fit un exposé clair des principes d'économie politique sur la formation et la consommation des richesses, puis trouvant par là même une définition claire du luxe, il arriva logiquement à conclure que le luxe était la ruine des capitaux, qu'il diminue